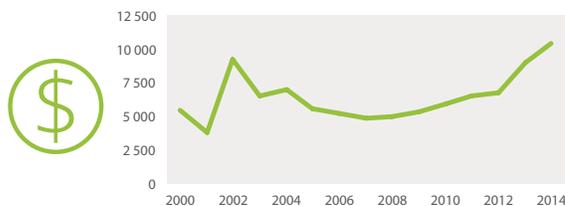


BURKINA FASO

Léa Vicky Magne Domgho, Samuel Neya et Gert-Jan Stads

DÉPENSES DE LA RECHERCHE AGRICOLE

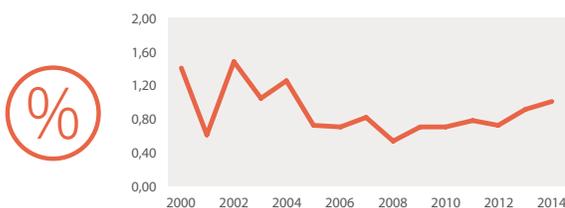
Millions de francs CFA
(prix constants 2011)

10 353,2

Millions de dollars PPA
(prix constants 2011)

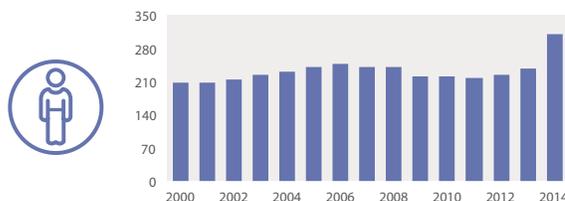
48,5

INTENSITÉ DES DÉPENSES

Pourcentage du
PIBA consacré à la
recherche agricole

1,01%

CHERCHEURS AGRICOLES

Équivalents
temps plein

310,8

Proportion de
diplômés MSc et PhD

99%

Notes: Les données ci-dessus sont celles de 2014. La recherche menée par le secteur privé à but lucratif a été exclue de cette fiche en raison du manque de données. Vous trouverez à la page 4 des informations sur l'accès à d'autres ressources, les procédures et méthodologies, les acronymes et les définitions. Voir www.asti.cgiar.org/fr/BurkinaFaso/directory pour un aperçu des agences burkinabèes impliquées dans la recherche agricole.



Le PPAO, clé de la hausse des dépenses

Au Burkina Faso, les pics et les creux de la courbe des dépenses de la recherche agricole coïncident avec les débuts et les fins de grands projets financés de l'extérieur. En 2012, le dernier flux de dépenses découla du lancement du PPAO, projet de 16 millions de dollars étalés sur 5 ans qu'appuie la Banque mondiale et qui doit faire de l'INERA le centre ouest-africain de recherches spécialisées sur la mangue, l'oignon et la tomate. S'il pourvoit aux besoins de formation et de réhabilitation liés à ces filières, d'autres domaines importants restent sous-financés.



Renforcer la subvention de l'État

L'un des rares pays africains à réaliser l'objectif d'investissement minimal dans la recherche agricole fixé à 1% du PIBA par l'UA et l'ONU, le Burkina Faso reste néanmoins fort tributaire des apports de l'aide au développement pour financer sa recherche agricole. Sans une subvention accrue et soutenue de l'État, pour couvrir les salaires des chercheurs et aussi les frais de programmes et d'infrastructures, la recherche ne pourra avoir l'impact souhaité à long terme. Par ailleurs, il faut que les financements de l'extérieur soient mieux alignés sur les priorités nationales.



Assurer la relève

Longtemps réfréné par des restrictions au recrutement, l'effectif total des chercheurs agricoles a récemment affichée une montée en flèche. Conscient des pertes de capacités que subiront les instituts du CNRST (dont l'INERA et l'IRSAT) suite aux nombreux départs à la retraite, le gouvernement a approuvé le recrutement entre 2013 et 2017 d'un grand nombre de jeunes chercheurs diplômés MSc et PhD. Ces chercheurs devront bénéficier de formations et d'un encadrement appropriés et il faudra veiller à ce que les conditions offertes incitent les recrues à s'engager à long terme.

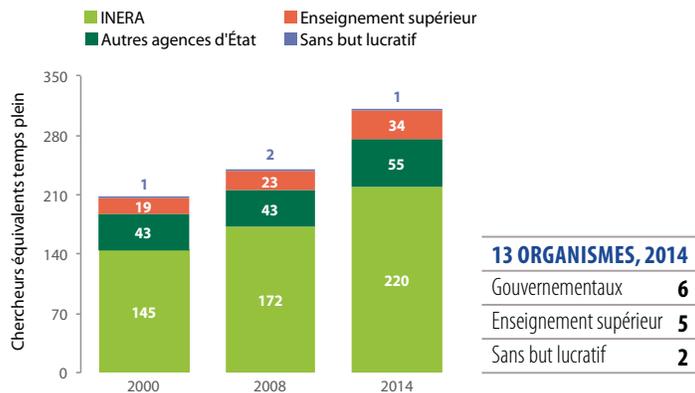


Faciliter la vulgarisation

Au Burkina Faso, la faiblesse des liens entre la recherche agricole et les services de la vulgarisation nécessite un effort de renforcement. On note, depuis les années 1990, une baisse progressive du nombre d'agents de vulgarisation au point que le Système national de vulgarisation et d'appui-conseil agricoles (SNVACA) a perdu son efficacité. Il faut donc le doter de personnel et de fonds pour qu'il puisse diffuser plus efficacement les variétés et technologies améliorées mises au point par l'INERA en vue de leur adoption par les petits exploitants.

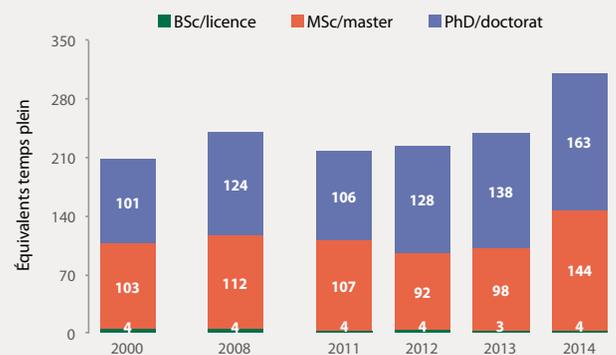
Composition institutionnelle de la recherche agricole burkinabè

Malgré une croissance rapide de l'effectif total des chercheurs agricoles survenue entre 2000 et 2014, la composition institutionnelle de la recherche agricole a peu évolué avec le temps. En 2014, l'INERA occupait 71% des chercheurs agricoles du Burkina Faso; les autres organismes gouvernementaux en employaient 18% et les universités 11%.



Répartition des chercheurs agricoles burkinabè, par diplôme

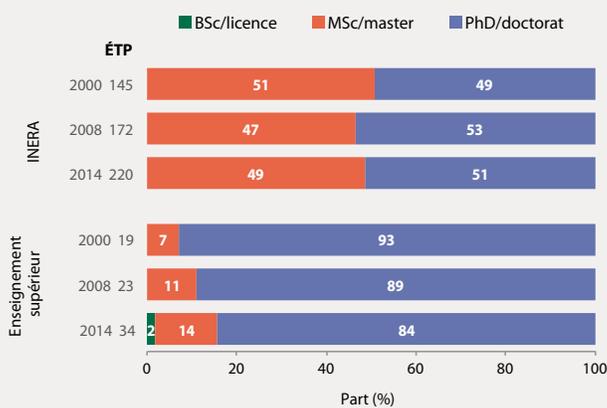
Ces dernières années, le Burkina Faso a rapidement accru sa capacité de recherche agricole de niveau PhD. En 2014, ses 163 chercheurs ÉTP titulaires d'un doctorat constituaient un personnel plus important que n'avaient certains pays sahéliens de taille comparable, tels le Tchad (18 ÉTP), le Mali (148 ÉTP), le Niger (73 ÉTP) et le Sénégal (89 ÉTP).



Note: N'ayant pas le statut officiel de chercheur, les auxiliaires diplômés BSc employés par l'INERA, l'IRSAT et le CNSF, n'ont pas été inclus.

Chercheurs agricoles du Burkina Faso par secteur et par diplôme

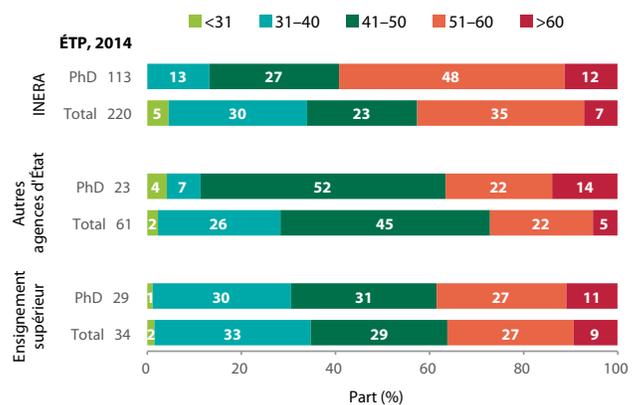
Ces dernières années, le nombre absolu de chercheurs agricoles titulaires d'un doctorat a considérablement augmenté, à la fois à l'INERA et au sein des établissements d'enseignement supérieur. En 2014, 51% des chercheurs de l'INERA avaient passé leur doctorat, contre 84% des chercheurs agricoles du secteur de l'enseignement supérieur.



Note: N'ayant pas le statut officiel de chercheur, les auxiliaires diplômés BSc employés par l'INERA n'ont pas été inclus.

Répartition des chercheurs agricoles burkinabè, par tranche d'âge

À l'INERA, 60% des chercheurs avec PhD ont dépassé le cap des 50 ou 60 ans; pour les autres organismes, la moyenne indique qu'ils sont plus jeunes. Pour pallier les pertes dues aux départs à la retraite (des 60 à 65 ans), l'INERA est autorisé à recruter, par an, une trentaine de chercheurs détenant un MSc ou un PhD, sur la période 2013-2017.



Répartition des chercheurs agricoles du Burkina Faso, titulaires d'un MSc ou d'un PhD, par discipline

Les spécialisations des chercheurs agricoles burkinabè recouvrent une vaste gamme de disciplines: on compte le plus de diplômés PhD en amélioration génétique et en botanique. Un récent effort de recrutement doit combler le manque de sélectionneurs de coton et de plantes horticoles avec PhD. Un bon nombre de chercheurs MSc sont socioéconomistes.

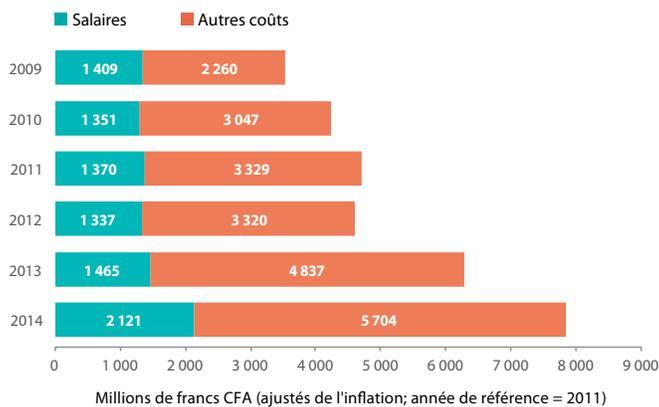
Chercheurs agricoles, 2014	ÉTP		Part (%)	
	MSc/master	PhD/doctorat	MSc/master	PhD/doctorat
Sélection végétale/génétique (y compris biotechnologie)	15	21	10	13
Phytopathologie	7	15	5	9
Physiologie des plantes	1	2	1	1
Botanique	11	17	7	10
Science et technologie des semences	1	—	1	—
Autres sciences agronomiques	0,3	—	0,2	—
Sélection animale/génétique	0,3	2	0,2	1
Élevage	8	6	6	3
Alimentation animale	3	6	2	3
Science laitière	1	1	1	1
Volailles	—	—	—	—
Médecine vétérinaire	—	3	—	2
Zoologie/entomologie	4	12	2	7

Chercheurs agricoles, 2014	ÉTP		Part (%)	
	MSc/master	PhD/doctorat	MSc/master	PhD/doctorat
Sylviculture et agroforesterie	4	4	3	3
Pêcheries et ressources aquatiques	13	5	9	3
Sciences du sol/pédologie	8	13	6	8
Gestion des ressources naturelles	2	2	2	1
Gestion de l'eau et de l'irrigation	—	2	—	1
Écologie	7	12	5	7
Conservation de la biodiversité	—	1	—	0,5
Sciences alimentaires et nutrition	8	7	5	4
Socioéconomie (y compris économie agricole)	26	6	18	3
Vulgarisation et éducation	2	0,3	2	0,2
Autres sciences	23	29	16	18
Total	143	163	100	100

Notes: Estimations basées sur un échantillon multi-organisme représentant 95% du total des chercheurs ÉTP (secteurs public et d'enseignement supérieur); le secteur sans but lucratif est exclus.

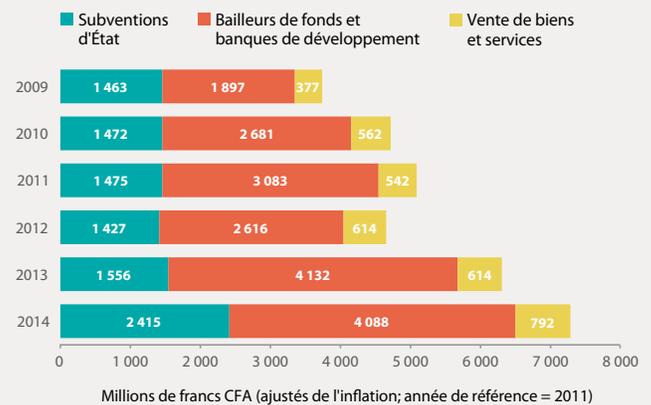
Dépenses de l'INERA par catégorie de coût

En 2014, la hausse des salaires de l'INERA reflétait une vague de recrutement. Le PPAAO a permis d'investir dans la formation du personnel et la réhabilitation des infrastructures, mais son appui aux programmes de recherche est limité: un fonds concurrentiel facilite les recherches sur le maïs, le riz, l'arachide, le beurre de karité et le bétail.



Sources de financement de l'INERA

En 2014, l'État a dû augmenter sensiblement sa subvention à l'INERA pour couvrir les salaires d'un personnel fortement accru. L'institut est resté quasi tributaire des bailleurs de fonds pour la couverture des frais de fonctionnement et d'infrastructure. De 2009 à 2014, il a tiré 11% de son financement de la vente de biens et services.



Part des femmes chercheuses au Burkina Faso

En 2014, 19% des chercheurs agricoles étaient des femmes, croissance marquée par rapport aux 13% enregistrés en 2008. Les universités emploient relativement moins de femmes que l'INERA et les autres organismes gouvernementaux. En moyenne, les chercheuses sont plus jeunes et moins hautement qualifiées que les chercheurs.



par diplôme, 2014

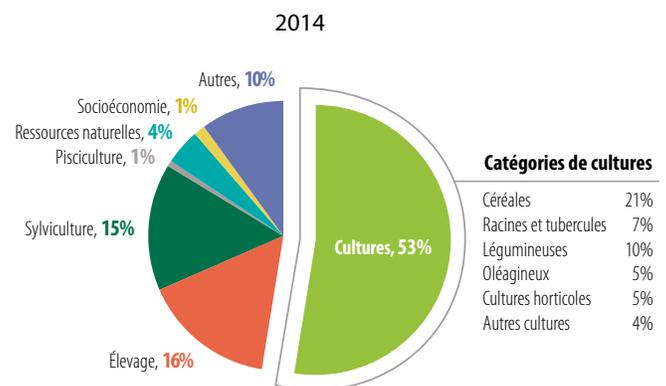
BSc/licence	64%	MSc/master	25%	PhD/doctorat	13%
-------------	------------	------------	------------	--------------	------------

par catégorie d'âge, 2014

< 41	31%	41-50	16%	> 50	11%
------	------------	-------	------------	------	------------

Répartition des chercheurs agricoles burkinabè par filière

En 2014, plus de la moitié des chercheurs agricoles du Burkina Faso ont effectué des recherches agronomiques, contre 16% de recherche sur l'élevage et 15% de recherche sur la foresterie. Les principales cultures étudiées étaient le riz, le maïs, le sorgho, la patate douce, le mil, le haricot et les légumes.



Variétés végétales récemment mises en circulation par l'INERA

De 2012 à 2014, l'INERA a mis sur le marché 17 nouvelles variétés: 14 de céréales, 1 de coton et 2 de tomates. Comme le PPAAO a désigné l'INERA comme centre de spécialisation pour les recherches sur la mangue, l'oignon et la tomate, on s'attend à voir apparaître encore d'autres variétés horticoles dans les années à venir.

Culture	Nombre de variétés, 2012-2014
Mil	2
Riz	4
Sorgho	2
Tomate	2
Niébé	6
Coton	1
Total	17

Publications récentes de l'INERA et l'IRSAT évaluées par des pairs

Entre 2012 et 2014, le nombre moyen annuel de publications évaluées par des pairs qu'ont produites l'INERA et l'IRSAT a été respectivement de 49 et de 20: la plupart ont paru dans des revues internationales. Le taux de publication de l'IRSAT a été, en moyenne, plus que le double de celui de l'INERA.

Type	Nombre de publications, moyenne annuelle, 2012-2014		Par chercheur ÉTP	
	INERA	IRSAT	INERA	IRSAT
Articles scientifiques				
revue internationale	39,3	13,0	0,228	0,425
revue régionale	4,3	6,7	0,025	0,218
revue nationale	4,0	0,0	0,023	0,000
Livres	0,0	0,0	0,000	0,000
Chapitres d'ouvrage	1,3	0,0	0,008	0,000
Total	49,0	19,7	0,284	0,643

Ressources pour le Burkina Faso

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole au Burkina Faso. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



La page interactive se rapportant au Burkina Faso présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'outil d'analyse comparative permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'outil de téléchargement de données permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour le Burkina Faso et bien d'autres pays.



L'annuaire ASTI répertorie les organismes effectuant la recherche agricole au Burkina Faso, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

Procédures et Méthodologies ASTI

- ▶ Les données sous-jacentes à cette fiche ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par recherche agricole, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'équivalent temps-plein (ÉTP), qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que dépense le secteur de l'enseignement supérieur pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'arrondi des décimaux peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

CNRST	Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique
CNSF	Centre National de Semences Forestières
ÉTP	Équivalents temps plein
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles
IRSAT	Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies
ONU	Organisation des Nations Unies
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
PPAAO	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
R&D	Recherche et développement
UA	Union africaine

CONCERNANT ASTI, IFPRI ET INERA

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, le programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. L'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) est l'organisme principal de recherche agricole du Burkina Faso. Ses recherches portent sur les cultures, l'élevage, la sylviculture, les ressources naturelles et les enjeux socioéconomiques.

ASTI/IFPRI et INERA remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni de l'IFPRI ni de l'INERA.

Copyright © 2017 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et INERA). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.